

Entretien avec Álvaro García Linera, vice-président de la Bolivie¹

Maristella Svampa² et Pablo Stefanoni³

Álvaro García Linera n'est pas seulement le vice-président et le « copilote » de Evo Morales, il est aussi l'une des plus éminentes figures intellectuelles de Bolivie. Cela fait de lui tout à la fois un acteur de premier plan et un interprète privilégié du complexe processus de changement que connaît le pays. « Intermédiaire » entre les indigènes et les classes moyennes urbaines, comme il aime à se présenter, il se pose en défenseur d'une alliance de classes inédite que seule rendra possible selon lui la reconnaissance mutuelle dans un pays aussi bigarré que la Bolivie qui souffre justement d'un déficit d'autoreconnaissance.

Pour beaucoup, la participation massive des organisations indigènes, paysannes et de quartier à la définition des priorités politiques, historiquement monopolisées par une petite élite, fait toute la richesse de la période que traverse actuellement cette nation andine et amazonienne. Toutefois, comme le souligne Gracia Linera, avec toute la précision sociologique et l'éclectisme théorique qui le caractérisent, le chemin est encore long. Les mouvements sociaux sont loin de présenter cette formule idéale tant vantée par ceux qui perçoivent dans leur composante indigène une cosmovision non contaminée par le capitalisme ou encore s'enthousiasment

1. Entretien paru dans OSAL, n° 22, septembre 2007, sous le titre : « Entrevista a Álvaro García Linera ».

2. Sociologue, chercheuse indépendante au Conicet (Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas, Argentine), auteur notamment de *Cambio de Epoca. Movimientos sociales y Poder Político* (2008) et (avec Pablo Stefanoni) *Bolivia. Memoria, insurgencia y movimientos sociales* (2007).

3. Économiste et journaliste, directeur du *Monde diplomatique* (édition bolivienne), auteur notamment (avec Hervé Do Alto) de *La Revolución de Evo Morales: de la coca al palacio* (2006) et *Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie* (2008).

pour cette fameuse multitude au caractère éthéré et quasi jamais définie.

Des questions plus prosaïques comme le « patrimonialisme », le repli sur les particularismes locaux et le manque de cadres politico-administratifs constituent autant de limites à cette « révolution démocratique et culturelle », pour reprendre la formule qu'utilise le gouvernement pour définir le mouvement lancé en janvier 2006 avec l'arrivée au pouvoir du premier président indigène de l'histoire bolivienne, le leader *cocalero* Evo Morales Ayma. Révolution inédite certes, mais non moins incertaine.

Né à Cochabamba en 1962 dans une famille métisse de la classe moyenne, l'actuel vice-président a commencé à s'intéresser à la politique en tant qu'opposant à la dictature de Hugo Banzer (1971-1978). Alors qu'il étudiait les mathématiques à l'Université autonome de Mexico, il s'est impliqué dans les campagnes de solidarité avec l'Amérique centrale. Figure peu commune au sein de l'intelligentsia bolivienne, il n'a jamais milité dans les rangs de la gauche traditionnelle avec laquelle il a longtemps polémique sur des thèmes chers à la guérilla Tupak Katari, un mouvement insurrectionnel indigène dont il a été avec Felipe Quispe l'inspirateur. Ses livres *Crítica de la nación y nación crítica* (1989) et *De demonios escondidos y momentos de revolución* (1991), signés sous son pseudonyme de guerre, *Qananchiri* (« celui qui éclaire les choses » en langue aymara), datent de cette période. Suivirent cinq années de prison durant lesquelles il s'est mis à étudier la sociologie en autodidacte.

À sa sortie de prison, il entama une thèse en sociologie à l'Universidad Mayor de San Andrés à La Paz et participa à la fondation du groupe d'intellectuels critiques Comuna (Commune) à La Paz, dont la production a accompagné les mouvements sociaux. Un de ses textes les plus novateurs pour la compréhension des transformations sociopolitiques produites par les réformes néolibérales depuis le milieu des années 1980, est « Sindicato, multitud y comunidad », publié dans le livre collectif *Tiempo de rebelión* (2001). Influencé par le théoricien italien Antonio Negri, mais aussi par Pierre Bourdieu, ce texte va marquer chez lui une phase plus « autonomiste ».

Avec son arrivée à la vice-présidence, armé de ses lunettes de sociologue, Álvaro García Linera prolonge la tradition bolivienne – et sud-américaine – de ces intellectuels qui sont passés, avec des succès inégaux, des « armes de la critique » à la « critique des armes », dans le but de transformer une réalité qui, dans le cas

bolivien, a été modelée par l'incapacité des élites à construire une nation inclusive et un projet commun et partagé pour le pays.

Pourriez-vous dresser un premier bilan de ce qui a réellement changé en Bolivie depuis un an et demi, avec l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales, et de ce qui reste à réaliser pour concrétiser le programme politique du gouvernement ?

Le changement concerne plusieurs domaines. En ce qui concerne la structure économique, la transformation la plus importante a été le renforcement du rôle de l'État bolivien en matière de contrôle, de création et d'utilisation des excédents. Nous avons hérité d'un État qui ne possédait plus une seule entreprise, les entreprises publiques ayant quasi toutes été privatisées durant la phase dite néolibérale. Or, voilà maintenant un peu plus d'un an que l'État intervient ouvertement et directement dans la production et le contrôle des richesses.

Dans le secteur des hydrocarbures notamment, via la YPFB, convertie non seulement en organe de régulation mais devenue aussi propriétaire de toutes les ressources en gaz du pays après le décret de nationalisation. C'est désormais la YPFB qui définit les prix, les volumes et les lieux de distribution. Et c'est l'État qui établit les coûts de production et l'utilité des entreprises privées qui exploitent le gaz. Le contrôle de l'État bolivien sur cette ressource est ainsi passé de 6 ou 7 % à 19 % du produit national brut. Et notre objectif aujourd'hui est d'atteindre les 30 %.

Dans le secteur minier aussi, la présence de l'État s'est renforcée, principalement à Huanani, où se trouve la principale entreprise minière qui occupe aujourd'hui pas moins de 5000 personnes sur un total de 10000 mineurs. Dans les prochains mois, nous comptons également renforcer le contrôle de l'État sur le secteur des télécommunications. Par ailleurs, la construction de trois ou quatre usines est prévue : de papier, de ciment, de traitement du gaz et probablement une usine de raffinage et de production de plastic.

Parallèlement, nous travaillons à la mise en chantier d'une nouvelle ligne aérienne publique (qui remplacera l'actuel Lloyd Aéro Boliviano au bord de la faillite et ayant cessé ses vols). Tout cela constitue une première rupture avec l'ancien régime et un premier pas en direction du post-néolibéralisme : un État producteur qui contrôle la plus grande part du PIB. Déjà l'État est devenu le principal acteur économique du pays, loin devant n'importe quelle

entreprise privée. Il y a un an, les agents économiques les plus importants dans le pays étaient les entreprises privées. Maintenant, c'est l'État.

Ce qui peut également caractériser le changement dans la sphère économique, c'est le développement d'un processus de modernisation des économies familiales, des micro-entreprises, de l'artisanat urbain, et surtout de l'économie paysanne communautaire. Toutes ces initiatives sont intimement imbriquées. Bien que l'État soit devenu le principal producteur de richesse, il reste encore à initier un processus de transfert de ressources et de technologies vers les secteurs paysans et de la micro-entreprise. Ce projet entend s'éloigner du paradigme développementaliste (*desarrollismo*) qui dominait dans les années 1940 et 1950, par lequel tous devaient se convertir en ouvriers ou en bourgeois.

Le type de modernisation que nous envisageons actuellement est une modernisation pluraliste qui s'appuie sur le renouvellement du tissu technologique, la spécialisation et la diversification, l'accès au marché, la fourniture de services, et qui s'inscrit dans une logique micro-entrepreneuriale et paysanne-communautaire. En fait, trois types de modernisation sont menés de front, tandis que le développementalisme de la CEPAL n'en envisageait qu'un seul.

Quels sont exactement ces trois types de modernisation et les mécanismes mis en place pour les initier ?

Modernisation industrielle, modernisation des micro-entreprises artisanales et urbaines, et modernisation des économies paysannes-communautaires. Nous préparons notamment le terrain à l'introduction de nouvelles technologies productives dans les secteurs ruraux, des tracteurs par exemple, dans le but de transformer la base archaïque de l'économie paysanne traditionnelle, qui se caractérise encore par l'utilisation de l'araire égyptien comme au 16^e siècle. Pour ce qui est de la micro-entreprise, un ambitieux programme de crédits à la rénovation technologique et visant à fournir du capital opérationnel a été lancé en collaboration avec une banque moyenne : le Banco de desarrollo productivo. En moins d'un an, nous avons ainsi réparti quelque 800 tracteurs en les dotant des équipements adaptés aux différents types de sols. Une bonne part des ressources de la coopération externe a été dirigée vers ces secteurs. Cette triple modernisation qui – pour paraphraser Mao – vise à transférer les excédents de l'État, est très claire pour nous.

Et dans le registre sociopolitique, quels sont les changements qui ont eu lieu durant cette première période ?

Sur le plan politico-culturel, il y a une anecdote qui, je crois, résume tout ce que signifie le nouveau gouvernement. Alors qu'Evo visitait la localité de Pocoata, il demanda à un des enfants du village s'il avait reçu le bon Juancito Pinto (un subside de 25 dollars annuels contre la désertion scolaire) et ce qu'il comptait en faire. L'enfant lui répondit alors avec une farouche détermination : « *Je vais me préparer pour devenir comme toi.* » Pour moi, c'est cela qui résume ce qui se passe dans ce pays. Les indigènes qui se projetaient au mieux comme paysans ou, dans un summum de mobilité, comme maçons ou policiers, se projettent aujourd'hui à tous les niveaux de pouvoir existants en Bolivie.

Désormais, quand Evo se rend au Chapare (région *cocalera* de Cochabamba), il découvre une situation bien différente. Ce qui se passe là-bas est très impressionnant. Les interprétations classiques ne permettent pas de comprendre l'adhésion, l'attachement, le soutien historique des enfants, des grands-mères à sa personne... Evo symbolise, pour les indigènes, autrefois marginalisés, la faillite d'un imaginaire et d'un horizon de possibilité limité pour eux.

Sur le plan administratif, tout cela trouve sa traduction dans un processus lent mais visible de construction d'un État multiculturel, avec l'entrée massive, depuis 2002, d'indigènes au Parlement, issus non seulement de nos rangs mais depuis peu aussi de l'opposition. De fait, pour s'adapter à l'air du temps, l'opposition a été amenée à « indianiser » son discours, et à présenter des candidats « indigènes » à la députation et à la constituante.

La participation de plusieurs leaders indigènes à tous les niveaux de l'administration publique a également rendu visible ce changement. Certes le seuil escompté n'a pas encore pu être atteint. Mais les limites de leur accès à la gestion publique ont partiellement été dépassées dès lors que désormais les mouvements sociaux participent pleinement à la sélection et aux choix des fonctionnaires. Au fond, on peut considérer les *avales*⁴ comme un moyen de pression pour les mouvements sociaux, même si cela donne lieu à de

4. On a découvert récemment que des *avales* octroyés par certains mouvements sociaux et dirigeants du MAS, officiellement pour faciliter le consensus sur le processus de changement, l'avaient été contre paiement, ce qui a signé l'arrêt de mort de cette forme de sélection des fonctionnaires.

nombreuses controverses. Pour obtenir un poste dans l'administration publique, une personne, possédant un doctorat ou issue des classes moyennes, doit avoir l'appui des organisations sociales.

Vous avez parlé de la récupération des capacités politiques et économiques de l'État, et de la possibilité de doter ce dernier de nouvelles capacités institutionnelles. Cela annonce-t-il la fin de l'État patrimonial qui a toujours caractérisé la Bolivie et que les politiques de privatisation ont renforcé dans les années 1990 ?

Je crois que l'État patrimonial est un héritage et est resté une constante de l'histoire républicaine bolivienne. Si on l'envisage comme un transfert de richesse vers le secteur privé, alors on peut dire que cette période est révolue. Mais le concept de patrimonialisme renvoie aussi à une tout autre réalité. Quand les richesses sont détournées au profit d'intérêts personnels. Quand l'intérêt public est subordonné aux intérêts familiaux ou d'un groupe de personnes. Le fait que l'État bolivien en vient à n'appartenir qu'à quelques-uns ou devient l'instrument d'une infime partie de la société a toujours caractérisé la vie républicaine dans ce pays. Si la phase néolibérale l'a poussé jusqu'à la caricature, il s'agit là d'une tendance qui était déjà présente durant la phase de capitalisme d'État : l'appropriation privée des ressources qui appartiennent à tout le monde et à personne. Ce problème qui ne concerne pas tant la propriété des ressources mais la logique de leur mobilisation, est très difficile à combattre. On le retrouve aussi dans les secteurs populaires qui ont aujourd'hui accès à la fonction publique.

Les *avales* et le *peguismo*⁵ en sont l'exemple le plus significatif : « *J'ai soutenu, j'ai fait de la propagande, j'ai participé aux campagnes... Pourquoi n'obtiendrais-je pas un poste ?* » La différence aujourd'hui, c'est que le patrimonialisme est plus « démocratique ». Il se socialise. Il n'est plus le privilège de quelques-uns ou d'une couleur de peau. Il est vécu par tous comme un droit. Il s'agit en quelque sorte d'un type de patrimonialisme à tonalité populaire. C'est là un problème complexe qui n'a pas encore pu être réglé, malgré le tournant opéré. Pour nous, l'État devrait représenter l'intérêt général de la société et articuler l'ensemble des demandes.

5. En Bolivie, *pega* est la désignation populaire d'un poste de travail. Et *peguismo* renvoie à une culture politique qui considère le militantisme comme un moyen d'obtenir un poste de travail.

Les tendances particularistes et la logique patrimoniale populaire conspirer contre cet objectif.

Voulez-vous dire que l'on retrouve cette logique patrimoniale au sein même des mouvements sociaux ?

En règle générale, non. Je dirais que cette logique ne se donne à voir dans les mouvements sociaux que lorsque ceux-ci commencent à se replier sur des intérêts corporatistes partiels. C'est ce que l'on constate aujourd'hui. Une fois passé le cycle des grandes mobilisations, il est courant d'observer un repli de l'action collective, des leaders et acteurs sociaux sur des stratégies corporatistes, individuelles et familiales. Comment en finir avec cette logique ? C'est très problématique, car ces acteurs sont ceux-là mêmes qui nourrissent les grandes phases de mobilisation collective, durant lesquelles l'ensemble des mouvements sociaux semblent partager un projet commun : le slogan « *Le gaz à tous les Boliviens* » renvoie, par exemple, à une logique d'appropriation générale. Mais passée cette phase, on commence à entendre : « *Si le gaz appartient à tous, pourquoi n'y ai-je pas droit personnellement moi qui ai combattu et lutté ?* » Comment contrer cette logique ?

Il faut d'une part continuer à chercher l'appui de ces mouvements durant ces phases de mobilisation et d'autre part sanctionner sévèrement les débordements « patrimonialistes » – plébéiens ou non – au sein de l'État. Pour ce faire, nous avons notamment lancé une vaste réflexion politique afin de débattre publiquement de la logique d'action, de l'éthique du fonctionnaire public, en s'inspirant notamment de l'action d'Evo lui-même qui a coutume de dire : « *Pourquoi sommes-nous venus ? Pour servir et non pour profiter.* » Nous avons aussi décidé de mettre sur pied le plus rapidement possible un institut multiculturel d'administration publique dans le but de former un corps de fonctionnaires à la logique de la gestion publique au nom de l'intérêt général. Une école où indigènes et non indigènes auront les mêmes opportunités.

Notre gouvernement est le premier qui, depuis des siècles, s'intéresse à la constitution d'un État au sens wébérien ou hégélien du terme, en tant que représentation de la volonté et de l'intérêt général de la société. Nous souhaiterions disposer d'une bureaucratie vertueuse afin d'inscrire dans la durée – et par d'autres moyens – les projets politico-éthiques portés par les mouvements sociaux, durant leurs grandes phases de mobilisation, au moment où était

défini un horizon général pour le pays. Mais nous reconnaissons que c'est là un objectif complexe.

Vous affirmez que la Bolivie a connu une révolution éthique au sens où les indigènes peuvent désormais penser leur place dans la société. C'est en soi un fait extraordinaire mais, au-delà de cette révolution symbolique, que penser des critiques d'intellectuels et d'organisations qui estiment que le gouvernement n'est pas réellement indigène, que l'entourage d'Evo Morales est plutôt constitué de Blancs ? Ces critiques ont-elles un lien avec le patrimonialisme plébéien ou ont-elles d'autres motivations ?

D'abord, la dimension sociale d'un gouvernement ne se mesure pas au nombre de personnes de tel ou tel groupe social qui en font partie. Un gouvernement bourgeois ne se mesure pas au nombre de bourgeois qui le compose. Évitions les amalgames. C'est là une question qui fait débat au sein de la gauche depuis les années 1940-1950. Le caractère social d'un gouvernement doit se mesurer à d'autres paramètres, comme la réalisation d'un certain nombre de projets. La question que nous devons d'abord nous poser est « quel projet indigène souhaitons-nous ? » et en vertu de ce projet, vérifier dans quelle mesure le gouvernement parvient à le mettre en œuvre. Nous sommes bien conscients que ce gouvernement a un énorme défi à relever par rapport aux indigènes et aux paysans, non seulement sur le plan symbolique, mais aussi en matière de temps de travail et plus fondamentalement encore en matière de redistribution des ressources. Le programme phare de l'administration d'Evo vise justement à renforcer les économies, les moyens et les services au profit des secteurs indigènes et paysans : santé, analphabétisme, internet, mécanisation de l'agriculture, bons Juacinto Pinto et des lois plus importantes encore en matière d'éducation, reprise sous une forme communautaire de la réforme agraire...

Il est dès lors simpliste de dire que parce qu'il n'est composé que de peu d'indigènes le gouvernement n'est pas réellement indigène. Un observateur sérieux pourrait facilement démontrer que l'explication de leur faible présence dans le gouvernement tient avant tout à un fait sociologique. L'absence de plus de cadres indigènes n'a rien à voir avec un refus d'accepter leur présence, mais renvoie au manque de candidats et d'expérience en matière de gestion publique.

Quand on observe la manière dont les carrières universitaires sont distribuées, on constate une très forte segmentation ethnique dans les trajectoires. À partir du moment où tu te mets à chercher

des ingénieurs pétroliers, des agronomes, des économistes, tu ne trouveras que très peu d'indigènes spécialisés dans ces domaines. Malgré le processus en cours à l'Université, la plupart des indigènes se sont dirigés vers les sciences sociales, le droit. Le secteur des sciences dures, qui intéressent surtout les ministères des finances, des mines ou des hydrocarbures, est beaucoup plus métissé.

Comme l'a montré Bourdieu dans sa théorie de la reproduction, il existe des mécanismes silencieux de domination. Bien que l'accès au monde académique soit de plus en plus ouvert aux secteurs indigènes, cela ne signifie pas qu'existe une réelle égalité au départ. Ce que dit Bourdieu pour la France vaut aussi pour la Bolivie. D'où d'ailleurs les appels répétés d'Evo en faveur de la formation de professeurs ruraux : « *J'exige qu'ils enseignent la mathématique, la physique ou encore la chimie à nos frères.* » Ces matières ne sont généralement pas enseignées.

Or il ne suffit pas seulement de savoir lire, écrire, connaître le droit civil et l'histoire pour se former. Le problème est structurel. Il renvoie à la formation de l'État. Les conditions ont été créées pour que les personnes issues des campagnes choisissent les filières dites sociales. De notre part il n'y a aucune mauvaise intention ni volonté de restreindre l'accès comme le croient souvent ceux qui simplifient la réalité, à l'instar de certains camarades indigénistes.

Mais puisque vous évoquez Bourdieu, on pourrait dire aussi que le modèle du professionnel et du fonctionnaire compétent que vous définissez renvoie à la « violence symbolique » exercée par la culture dominante vis-à-vis de la culture dominée, celle des peuples indigènes. Quand on écoute les discours indigénistes, on y entend l'affirmation forte d'une cosmovision alternative traduite elle-même en paramètres culturels, politiques et économiques. Comment concilier l'exigence supposée d'universalité exprimée par la nécessité de compter sur des professionnels de la fonction publique et un État multiculturel qui se propose d'intégrer diverses cosmovisions ?

Avant tout je dirais qu'il s'agit moins d'un problème de capacités que de barrières à l'entrée, au contrôle et à la connaissance publique. Ici, le cursus qui mène de l'école à l'université a reproduit structurellement et silencieusement les inégalités. Pour ce qui est du deuxième aspect de la question, je serai un peu dur. La lecture qui est faite par certains indigénistes est une lecture romantique et essentialiste. Les représentations d'un monde indigène ayant sa propre cosmovision radicalement opposée à l'Occident sont

typiquement le fait d'indigénistes de la dernière heure ou de certaines ONG. Il y a bien sûr des logiques organisationnelles, économiques et politiques différentes. Mais au fond, tous se veulent modernes. Même les disciples de Felipe Quispe réclamaient en 2000 des tracteurs et internet. Certes, cela ne signifie pas pour eux l'abandon de leurs logiques organisationnelles, on le voit dans les pratiques économiques indigènes.

Le développement de l'entrepreneuriat indigène repose sur une logique très flexible. Il parie sur l'accumulation sans pour autant s'y risquer totalement. D'abord je travaille seul, avec mon entourage, autrement dit un noyau de base irréductible et ultime. Quand ça fonctionne bien, j'engage quelques personnes tout en poursuivant mon travail. Mais si les choses tournent moins bien, mes ambitions se font alors plus modestes, et si ça ne va vraiment pas, je recherche le soutien de la famille. Jamais les liens familiaux ne sont rompus.

Les indigènes veulent bien entendu se moderniser mais à leur manière. Ils peuvent exporter, se mondialiser, mais la famille nucléaire reste l'ultime recours, celle qui fournit le pain et l'eau. Quand l'engagement de dix ou quinze travailleurs contribue à la croissance de l'activité économique, au lieu d'engager trente, quarante ou cinquante travailleurs supplémentaires, apparaissent d'autres petites entreprises dirigées par le fils, le gendre, etc. L'idée est de ne pas parier tout sur une seule chose. C'est très différent d'un type d'accumulation rationnel wébérien, avec économies d'échelle et innovations technologiques. Il y a une logique propre au monde indigène, mais celle-ci n'est pas antagonique ou complètement différente de la logique occidentale. Qui a pris part aux derniers mouvements peut facilement s'en rendre compte.

Dans vos ouvrages, l'on retrouve une position, inspirée par les travaux de Negri, en faveur de l'autonomie des mouvements sociaux par rapport à l'État.

Oui, tout à fait.

Comment avez-vous pu dès lors opérer un tel tournant que vous qualifiez vous-même d'hégélien ?

Dans les mobilisations, il y avait un énorme potentiel communautaire, un énorme potentiel universaliste, un énorme potentiel autonome. C'est juste avant celles-ci que s'est affirmée ma lecture la plus clairement autonomiste et autogestionnaire de la réalité, en termes de potentiel communiste. À partir du moment où ces mobilisations

ont pris de l'ampleur, nous identifions bien ce potentiel, mais nous en voyions aussi clairement affleurer les limites.

Je me souviens qu'à partir de 2002, notre lecture s'est clarifiée et nous avons perçu le mouvement populaire comme porteur d'une révolution démocratique et décolonisatrice. Et, en même temps, nous disions : ce n'est pas encore le communisme. En bonne logique doctrinale, nous ne percevions la possibilité du communisme que dans le cadre d'un mouvement ouvrier fort et auto-organisé, qui n'existe pas aujourd'hui, et qui ne pourrait éventuellement réémerger que d'ici vingt à trente ans. Dans les années 1990, on a assisté à une reconfiguration totale de la condition ouvrière qui a complètement désorganisé tout ce qui existait auparavant et n'a laissé derrière elle que des petits noyaux dispersés et fragmentaires d'identité et de capacité auto-organisationnelle.

Le monde paysan indigène, pour sa part, faisait preuve d'une énorme vitalité en termes de transformation politique et de conquêtes égalitaires, mais manifestait aussi d'importantes limites en matière de gestion et de production communautaristes de richesse. Cette faiblesse, nous avons pu l'observer dans la question de l'eau à Cochabamba en 2000 et, ultérieurement, en 2003 et 2005, avec les difficultés dans l'approvisionnement à El Alto⁶.

Alors, comment interpréter tout cela ? L'horizon général de l'époque est communiste. Et ce communisme devra être construit à partir des capacités d'auto-organisation de la société, de processus de génération et de distribution de la richesse de type communautaire, autogestionnaire. Mais pour l'instant, il est clair qu'il ne s'agit pas d'un horizon immédiat. L'heure est à l'obtention de l'égalité, à la redistribution de la richesse, à la conquête de nouveaux droits. La notion d'égalité est fondamentale parce qu'elle brise une chaîne de cinq siècles d'inégalité structurelle. Tel est l'objectif de l'époque, l'horizon que peuvent aujourd'hui atteindre les forces sociales, non pas parce que nous le décrétons, mais parce que nous le constatons sur le terrain.

Quand nous nous sommes joints au mouvement social, c'était avec de fortes attentes communistes. Mais nous avons voulu rester sérieux et objectifs, au sens social du terme, en signalant

les limites du mouvement. Et c'est là que nous sommes entrés en conflit avec certains camarades autour de la question de savoir ce qu'il était possible de faire. Quand j'entre au gouvernement, ce que je fais, c'est essayer de valider cette lecture du moment actuel et de commencer à opérer en fonction de cette validation. Qu'en est-il du communisme ? Que peut-on faire depuis l'État du point de vue de cet horizon communiste ? Soutenir autant que possible le déploiement des capacités d'organisation autonomes de la société.

Voilà l'horizon de ce que peut faire un État de gauche, un État révolutionnaire. Élargir la base ouvrière et l'autonomie du monde ouvrier, stimuler les formes d'économie communautaire partout où il existe des réseaux, des articulations et des projets de nature plus communautariste, sans pour autant vouloir les contrôler. Pas question d'engager un processus de cooptation ou d'engendrement « d'en haut » du communautarisme. Ça, nous ne le ferons jamais.

Vous avez développé le concept de « capitalisme andin-amazonien » qui renvoie à ce qu'il est possible de réaliser dans le contexte actuel. Depuis peu, nous vous entendons parler de post-néolibéralisme. Votre conception du capitalisme andin-amazonien est-elle toujours d'actualité ou l'avez-vous abandonnée ?

Le concept de capitalisme andin-amazonien a résisté à l'épreuve du feu. C'est un concept théoriquement pertinent et suffisamment large pour envisager la situation actuelle. Je n'ai pas fait de concessions aux lectures idéalistes et radicales du processus actuel, à l'instar de celle de James Petras, qui envisage la transformation comme le résultat de la seule volonté. Le socialisme ne se construit pas par décrets ni par désirs. Il se construit à partir du mouvement réel de la société. Et ce qui se passe maintenant en Bolivie renvoie indubitablement au développement particulier d'une forme de capitalisme. La Bolivie est capitaliste dans le sens marxiste du terme. Sa particularité cependant est de n'être pas complètement capitaliste.

Cette forme de capitalisme local qui combine subsomption réelle et subsomption formelle, nous l'avons appelée capitalisme andin-amazonien. Cela peut frustrer les lectures idéalistes, mais je crois qu'il s'agit là d'un concept pertinent sur le plan intellectuel, validé tant par le débat que par la réalité. Non pas que c'est ce que nous souhaitons. Nous disons simplement que la transformation et l'émancipation de la société bolivienne en dépendent : rééquilibrer les formes économistes capitalistes et celles qui ne le sont pas, en renforçant ces dernières pour que dans la durée elles puissent

6. Pendant la deuxième « guerre du gaz » en juin 2005, les organisations sociales ont été incapables de trouver une solution au problème de l'approvisionnement des populations mobilisées en produits élémentaires, de sorte que les blocages ont rapidement cessé.

générer un sens de la communauté plus fort qui permette ensuite de penser le post-capitalisme. Le post-néolibéralisme est une forme de capitalisme, mais nous croyons qu'il se compose d'un ensemble de forces et de structures sociales qui, avec le temps, pourront devenir post-capitalistes.

Vous avez parlé des trois modernisations et signalé que cette conceptualisation rompait avec la vision linéaire du développement de la CEPAL. Cependant, on n'en continue pas moins à penser que prédomine aussi dans votre vision une lecture linéaire et productiviste de la croissance. Au moment où de nombreuses critiques se font entendre, et on pense principalement à celles venant de l'écologie politique vis-à-vis du modèle de développement proposé par le capitalisme industriel, ne serait-ce pas tomber dans de vieux travers que d'adopter cette vision linéaire et ingénue de la croissance et de l'industrialisation ?

Quand nous parlons des trois logiques de modernisation, nous disons justement qu'il n'y a pas une seule façon de mesurer le bien-être économique d'une société, et qu'il ne faut pas subordonner l'ensemble à cette fin. La modernisation de l'économie communautaire n'a rien à voir avec la logique productiviste à forte rentabilité et créatrice de valeurs agrégées, ce qui est le propre de l'économie marchande capitaliste. Il en va de même pour la modernisation de l'économie familiale artisanale.

L'économie industrielle capitaliste continuera d'exister, à cette différence près que c'est l'État qui désormais lui servira de levier. Nous disposons déjà d'un ensemble de paramètres servant à mesurer le développement et l'efficacité des secteurs capitalistes-marchands, sur lesquels nous nous basons. De là notre volonté de récupérer le Lloyd Aéreo Boliviano, une entreprise qui actuellement n'est plus rentable.

Mais plus que l'efficacité, ce qui nous intéresse c'est la question de l'usage des ressources collectives. Le collectif est-il là pour subventionner un secteur particulier ou sert-il plutôt à amorcer le développement au bénéfice de la majorité des personnes ? Nous avons refusé de nationaliser purement et simplement le Lloyd, car cette entreprise traîne une dette de 140 millions de dollars. C'est là une décision que l'on pourrait qualifier d'historique par rapport à notre ligne de conduite. Nous sommes conscients en effet qu'en nationalisant cette entreprise, ce sont 140 millions de dollars que nous

perdrions aux dépens des secteurs de la santé, de l'éducation, des transports et de l'infrastructure routière.

Il va de soi que nos décisions sont aiguillées aussi par la recherche d'une certaine efficacité. Si l'État intervient dans la sphère économique industrielle moderne, c'est avant tout pour qu'elle génère les excédents économiques dont nous avons besoin pour poursuivre les autres modernisations. Par rapport à ces secteurs capitalistes et industriels au sens strict, certes nous sommes sensibles à la critique de la modernité et à la notion de croissance durable. Mais nous défendons un point de vue utilitariste. Ces secteurs modernes doivent avant tout générer les ressources pour renforcer le communautaire et la micro-entreprise.

Mais à la lumière de l'abondante littérature sur la société du risque et sur les effets néfastes de l'actuel modèle de développement, ne croyez-vous pas qu'il serait nécessaire d'associer à votre visée utilitariste et productiviste une dimension socio-environnementale et écologique ?

Nous avons pris en compte certains éléments de la critique environnementale du capitalisme dans les projets industriels que nous comptons mettre en œuvre. Je viens de voir une papeterie « zéro émission », dont le coût est certes supérieur au coût habituel mais qui respecte les normes minimales. Dans les mois prochains, le président Morales va initier une vaste réflexion au niveau national et international sur les problématiques environnementales et leurs conséquences sur les pays les plus pauvres et de moindre développement technologique, ceux-là même qui paient aujourd'hui la facture des pays plus développés.

Toutefois, cette critique environnementale de l'industrialisme ne peut prendre le dessus sur les autres besoins que rencontre le pays. Ce que nous cherchons c'est un équilibre entre les thématiques écologiques et la nécessité de réaliser des excédents, par une plus grande production et une plus grande productivité afin de sortir des rapports de dépendance. La visée exclusivement environnementaliste, sans prise en compte des autres besoins, relève souvent d'une rhétorique qui curieusement trouve son origine dans les pays du Nord, bien que ceux-ci se soient auparavant peu préoccupés de l'environnement.

Cependant dans le cadre de la nouvelle pensée critique, le social est intimement lié à l'environnemental. Ce n'est pas là un point de vue propre au Nord. Ici en Bolivie pourtant, le thème a plutôt l'air absent...

C'est possible. Mais notre intention n'en reste pas moins de trouver une combinaison, un équilibre entre visées industrielle et écologique.

Revenons sur l'économie familiale. On trouve souvent dans ce secteur un niveau plus élevé d'exploitation que dans l'économie industrielle. La défense des économies traditionnelles est-elle dès lors compatible avec un projet émancipateur ?

La limite principale de la révolution bolivienne est justement la base matérielle sur laquelle elle s'appuie, à savoir l'économie familiale. À l'évidence, construire une société communiste en se fondant sur l'économie familiale est impossible. Cela, Petras ne le comprend pas. Il interprète la situation bolivienne à partir de son université, en pointant le pays sur une carte, sans savoir de quoi il parle. Il en va ainsi de la gauche des années 1960 et 1970 qui analyse la situation bolivienne à partir d'un imaginaire fantasmé et non d'une réalité concrète. L'économie familiale impose des contraintes à notre processus révolutionnaire. La gestion, le contrôle et l'usage de la richesse restent circonscrits à la sphère individuelle et familiale. Dans ces conditions, il est difficile d'initier un processus de socialisation de cette richesse produite.

Les pires mécanismes d'exploitation apparaissent lorsque ces économies se retrouvent dans une relation de subordination par rapport à l'économie capitaliste internationale. L'accumulation primitive en Europe a suivi cette voie, via un processus d'extorsion de l'économie familiale, ponctuel dans un premier temps, généralisé par la suite. Quand nous parlons de la modernisation des économies familiales, nous pensons aussi à la manière d'infléchir les mécanismes de subordination, en visant l'amélioration de l'environnement technologique, une plus forte rentabilité interne et une plus grande redistribution de richesse. Un affaiblissement de la subordination formelle dans une perspective économique plus solidaire et mieux articulée.

Subsorption formelle du capital que l'on retrouve également dans les communautés avec des journées de travail de 12 ou 14 heures. Et l'inexistence de droits pour les travailleurs. Souvent ces mécanismes d'exploitation sont voilés par les liens familiaux.

Marx a bien étudié ce phénomène et nous continuons à l'étudier dans chaque communauté. Le concept de capitalisme andin-amazonien promeut la rupture des chaînes qui emprisonnent le potentiel d'expansion communautaire des économies paysannes.

N'est-ce pas là une vision trop economiciste ?

Quel est le problème de base du monde ouvrier ? Ce n'est certes pas le nombre d'ouvriers. Ils sont plus nombreux qu'il y a trente ans. C'est avant tout l'absence de dispositif de politisation ou de mobilisation et le manque d'auto-organisation interne. Il s'agit là d'un problème clairement politique. L'émergence d'un prolétariat capable de réaliser ses objectifs d'émancipation réclamera un processus de longue haleine, fait de luttes, de défaites, d'avancées et d'échecs. Il en va de même pour les communautés paysannes et micro-entrepreneuriales. Le cycle de protestation sociale qu'a connu la Bolivie et dont la base matérielle est l'économie familiale, a surtout rendu visible l'ampleur du processus de politisation qui *in fine* a abouti à la récupération des ressources naturelles. Certes, on assiste actuellement à des replis localistes et corporatistes. Les limites sont donc tout autant de nature politique que de nature économique.

Il semble qu'avant de résoudre cette question, il faille d'abord construire un parti susceptible d'incarner ce moment de transition entre le syndicalisme corporatiste et l'universel-hégémonique. Or, le MAS, dont l'histoire est encore très récente, se présente bien plus comme un attelage de sensibilités corporatives et particularistes. Comment penser l'universel dans ces conditions ?

Personne ne peut se substituer au mouvement de la société. À certains moments, les mouvements sociaux se mobilisent sur des objectifs généraux et universels. C'est alors qu'ils déploient le plus leur capacité d'action et qu'ils font réellement l'histoire. Mais lorsque la société se replie sur l'environnement local, rien ni personne ne peut la remplacer. La vieille gauche affirme que la société a atteint son objectif, que maintenant c'est au tour du parti de prendre la relève et de porter le flambeau de la révolution. Et celui qui ne suivrait pas le parti serait considéré comme un traître. Dans cette conception, non seulement on se substitue à la société, mais on ignore aussi sa propre capacité d'auto-organisation.

C'est une erreur qui a été répétée depuis le 19^e siècle, et qui est reproduite par d'aucuns, sous une nouvelle rhétorique. De notre point de vue, l'avant-garde ne peut se substituer à la société dans

sa capacité à produire de l'universel. La principale trace actuelle laissée par la construction d'une société à caractère universel, c'est l'État lui-même. Corrélation de forces, garant des droits et redistributeur de richesse, l'État objective cette phase d'universalisation de la société.

Et quel rôle peut jouer le leader dans cette construction de l'universel public ? Evo Morales est-il parvenu à se placer au-dessus des particularismes ?

Nous pensons que l'État ne peut supplanter la société dans sa capacité à s'organiser et à produire de l'universel. L'État concrétise tout au plus la dynamique d'universalisation des luttes. Mais quand la société se replie, l'État révolutionnaire a un rôle à jouer en ce sens qu'il peut construire des ponts entre les constructions sociales forgées dans des moments d'ascension et la prochaine et nouvelle poussée universaliste de la société. En Bolivie, ces cycles de lutte se donnent à voir tous les vingt ou vingt-cinq ans.

Certes, mais il y a quand même des critiques ne provenant pas forcément du camp de Petras, mais bien de positions autonomistes à l'œuvre au sein des mouvements sociaux.

J'ai bien plus de sympathie pour ces derniers, bien que leur position présente selon moi des limites. Ces courants autonomes envisagent cette phase d'ascension collective et universaliste du mouvement social à partir d'une perspective ahistorique et essentialiste. Cela dit, ces mouvements sont ancrés dans la société. L'autre gauche, quant à elle, n'a aucune considération pour la société. Elle reste rivée à une philosophie de l'histoire qui dans le fond aboutit à déprécier la masse.

Mais si la gauche traditionnelle déconsidère la société, la gauche autonome quant à elle voit l'État d'un mauvais œil.

C'est sûr. Il y a un courant qui envisage le mouvement en tant que tel et non son objectivation ; et un autre secteur qui néglige le mouvement en tant que tel et se focalise sur une philosophie de l'histoire qu'elle assigne ensuite au mouvement. Pour notre part, nous envisageons le problème comme une dialectique entre mouvement social et État, entre énergie sociale et objectivation de l'énergie sociale. Nous travaillons sur cette tension. Et ici la sociologie critique nous est d'une aide précieuse.

Mais le « caractère universel » des phases de fortes mobilisations semble se limiter à focaliser les imaginaires sur des thèmes comme l'eau, le gaz, la terre, laissant de côté des problématiques peut-être plus importantes...

Je crois que la société a besoin de se fixer des points d'ancrage pour se mobiliser. La nationalisation des hydrocarbures par exemple en est un. Les mobilisations autour de thèmes comme celui-ci est susceptible ensuite d'irradier d'autres domaines. De là dépendent la continuité et le prolongement des mobilisations sociales, de même que leur articulation. De l'élite dirigeante formée durant cette période, va dépendre l'accumulation historique de connaissance, d'expérience et de leadership. Cela étant, il faut admettre que certains thèmes sont absents comme la réforme morale. Nous devons prendre l'initiative en tant que dirigeants de relancer le débat sur des thèmes tels que l'environnement ou l'égalité hommes-femmes. Le *chacha-warmi*⁷ par exemple voile souvent des mécanismes de subordination des femmes dans leurs propres organisations. Si l'État ne peut servir de substitut, il peut aider à canaliser, à articuler et véhiculer les demandes de la société n'ayant pas suffisamment d'ancrage.

Mais où se trouve justement cet espace d'articulation et de création d'une réelle volonté collective ? Faut-il attendre qu'un thème soit l'objet de grandes mobilisations sociales pour pouvoir être mis à l'ordre du jour ?

Je crois que l'espace public comprend différents niveaux, des débats dans les médias aux discussions dans la rue. Plusieurs lignes discursives traversent l'ensemble de ces espaces publics. Avant 2003, certaines décisions gouvernementales, des intérêts sociaux grugés, des mémoires collectives revitalisées et des discours d'intellectuels critiques se sont combinés et ont permis la construction d'un nouveau sens commun. Ce rapprochement était devenu inéluctable. Cette combinaison de facteurs s'est ensuite objectivée et institutionnalisée, via les élections, pour former un nouveau rapport de forces au sein de l'État et déboucher sur de nouvelles décisions. En montant au gouvernement pour y occuper diverses fonctions, les principaux dirigeants sociaux et une bonne part des intellectuels critiques ont d'une certaine façon laissé le champ libre

7. Désigne la complémentarité entre un homme et une femme dans le monde aymara.

dans l'espace public au retour de discours conservateurs. Ceux qui viennent en Bolivie en quête d'intenses débats révolutionnaires sur un large éventail de problématiques en sont pour leur frais.

Le Mouvement pour le socialisme (MAS) semble par moments constituer plus un problème qu'une solution, dans la mesure où il éprouve des difficultés à mettre en place un espace de débats politiques. Êtes-vous d'accord avec cette assertion ?

Le MAS, en tant que confédération flexible et négociée d'organisations sociales, participe de l'espace politique, mais il le fait de façon fragmentée. Si tu t'intéresses aux dynamiques syndicales paysannes, tu y découvriras d'intéressants débats publics portant sur l'Assemblée constituante. Mais ce secteur des mouvements sociaux reste peu perméable aux autres débats publics initiés dans la sphère urbaine, médiatique, académique, encore que ce soit moins vrai pour ce dernier secteur.

Ce qui a fait toute la richesse des années 2000-2005, c'est le fait que le courant indigène national-populaire est parvenu à articuler le débat public. Malheureusement, aujourd'hui, les tendances à la segmentation reprennent le dessus. Cela tient à la nature profondément paysanne du processus de transformation que connaît la Bolivie. Les rythmes, les temporalités et les canaux de transmission, radios et assemblées, sont spécifiquement paysans. L'espace public urbain est plus rapide et plus visible.

Le MAS, à sa façon, participe au débat, mais il n'a pas pu atteindre d'autres scénarios. Entre 2000 et 2005, l'élément indigène-paysan a tout chamboulé et orienté l'ensemble des débats. Mais maintenant qu'il y a un repli, le défi qui se pose à nouveau est l'articulation et le repositionnement de l'élément indigène-paysan par rapport à la classe moyenne. C'est l'exigence centrale des intellectuels. Le Nord historique est indiqué par les mouvements et même la droite doit en tenir compte. Pour autant, il faut se tenir sur ses gardes, car si nous avons gagné les élections, nous pouvons perdre la bataille des idées.

Au-delà du débat politico-intellectuel, il semble y avoir au sein du gouvernement un déficit en matière de communication. Comment l'interpréteriez-vous ?

Je partage en partie cette observation. Des éléments existent, mais ils sont largement insuffisants pour relever l'important défi de la communication. Le gouvernement cherche à accroître le potentiel

des réseaux d'information communautaires. Le but n'est évidemment pas de les mettre sous la tutelle du parti ou de l'État. Notre rôle est plutôt d'apporter un soutien à la création de radios placées sous le contrôle, la direction et la responsabilité des communautés, qu'elles soutiennent ou non le MAS. On nous a souvent accusés de vouloir « institutionnaliser » les mouvements sociaux. C'est totalement faux. C'est seulement un premier pas, mais de nouveau plus dirigé vers le monde rural que vers le monde urbain.

Dans le monde urbain, la bataille de l'audiovisuel est encore à mener, tout comme au sein de la presse écrite. Dans le monde de la gestation des idées. Sur ce terrain, nous ne sommes pas encore parvenus à prendre un ensemble de mesures fortes, dans la dispute du « sens commun ». C'est une de nos faiblesses, il faut l'admettre.

La forte personnalisation du pouvoir pourrait expliquer en partie ce phénomène. En Bolivie, comme dans d'autres pays latino-américains, on assiste au renforcement d'une démocratie présidentielle et décisionnelle qui, dans les années 1990, fut déjà fonctionnelle à l'installation du modèle néolibéral. Comment rendre compatible une démocratie présidentielle et les demandes de démocratie participative et directe qui viennent d'en bas ?

Un gouvernement de mouvements sociaux, comme le nôtre, va connaître une tension permanente entre concentration et socialisation des décisions. Comment valider l'idée d'un gouvernement de mouvements sociaux ? Premièrement, par le type de décisions stratégiques prises, qui émergent des luttes sociales : nationalisation des hydrocarbures, Assemblée constituante, nouvelle réforme agraire. Deuxièmement, par les formes de sélection des fonctionnaires, qui passent par le filtre des organisations sociales. Troisièmement, par la présence de cadres issus des mouvements sociaux dans l'appareil d'État, qui leur rendent des comptes. Certes, il y a eu des courts-circuits, où l'on se passait de l'avis des ministres et vice-ministres. Il a fallu rétablir une certaine discipline interne.

Les grandes décisions du gouvernement, comme la nouvelle loi de l'éducation, la politique en matière de culture de coca ou la sécurité sociale, ont été prises après consultation des organes de direction des mouvements sociaux. Ce n'est pas de la rhétorique, c'est la façon dont Evo garantit un appui social aux mesures prises. À d'autres moments, la dynamique gouvernementale veut que les décisions se prennent de manière plus centralisée. D'où la tension. À la propre personnalité du président qui entend s'impliquer dans

tout, il faut ajouter la lenteur des cabinets ministériels qui nous pose problème. Beaucoup des nouveaux fonctionnaires n'avaient aucune expérience en matière de gestion publique. La plupart des décisions et des programmes du gouvernement ont été le fait du président et pas des ministres. Les réunions d'évaluation sont là pour se remettre en phase. Mais il faut impérativement que le changement s'accélère pour garantir le soutien des mouvements sociaux. En ce sens, la concentration des décisions me paraît adéquate.

Dans les années 1990, la droite aussi utilisait cet argument de l'urgence pour concentrer le pouvoir et mettre en œuvre les réformes néolibérales...

La question est : à qui bénéficie l'accélération du processus de transformation ? Avant, la concentration du pouvoir servait à privatiser. Aujourd'hui, à récupérer les entreprises publiques. À sa façon, la droite a bien compris qu'il y avait des périodes de « disponibilité sociale » pour prendre certaines mesures. Et elle en a profité. Nous aussi, mais dans le sens inverse, en élargissant la sphère publique. La société n'est pas toujours ouverte aux grandes transformations, elle réclame des garanties. Ce n'est qu'après que vient le processus de sédimentation et de consolidation de ces transformations.

Certaines organisations sociales participent pleinement à l'Assemblée constituante et élaborent une proposition en concertation avec le MAS, à travers le Pacte d'unité. Un des thèmes portés à l'agenda est la possible création d'un quatrième pouvoir, dit « pouvoir social », qui semble-t-il va au-delà du contrôle citoyen et renvoie à l'idée de « cogouvernement ». Quelle lecture en faites-vous ?

C'est la continuation de l'idée de gouvernement de mouvements sociaux. Comment institutionnaliser les processus de socialisation de la prise de décision, pour qu'ils ne dépendent pas de la force de l'action collective, comme ce fut le cas jusqu'à aujourd'hui ? Que se passe-t-il lorsque ces forces sont en déclin ? Nous souhaitons institutionnaliser cette démocratie radicale conquise par la société, garantir l'espace de présence démocratique de la société. On verra ensuite si elle l'utilise et comment. Nous n'avons pas une conception fossilisée des conquêtes. Voyez l'autonomisation des universités. C'était révolutionnaire il y a soixante ans. Qu'en est-il aujourd'hui ? Un espace où se donnent à voir corruption et clientélisme. Nous devons ouvrir l'État aux mouvements sociaux, permettre à la société de délibérer et de décider. Voilà ce que j'appelle le

quatrième pouvoir. Lénine se trouvait devant le même dilemme : que se passe-t-il quand les soviets se replient ? Le parti et la nomenklatura s'y sont substitués au pouvoir social. Nous, nous parions sur l'auto-organisation et l'énergie sociale. C'est comme cela qu'avance l'histoire, entre avancées et replis.

Si l'on regarde l'histoire, on peut dire que vous rendez hommage à la tradition politique latino-américaine de ces intellectuels qui passent au politique. Comment vivez-vous personnellement cette situation ?

Pas même dans mes cauchemars, je n'ai imaginé devenir un jour vice-président. Je l'ai assumé comme une sorte de fatalité historique. Ma position face à Evo était la suivante : « Tu as besoin d'une personne de la classe moyenne qui fasse le lien avec le monde urbain. Épuise d'abord toutes les possibilités, et en dernier lieu pense à moi ». Je l'ai plus vécu comme une mission que comme une option. Une mission que je n'ai pas demandée. Actuellement je suis très content d'occuper cette fonction, même si je n'ai aucune prédilection pour le commandement. La compréhension de ce que signifient commander et les mécanismes qui opèrent parmi ceux qui commandent et ceux qui exécutent m'attire plus. C'est cela qui me fascine le plus dans la fonction que j'occupe aujourd'hui. La part idéale du réel de l'État n'a été que très peu étudiée, tant chez Weber que chez Lénine ou Marx. La part réelle et imaginaire de la matérialisation du pouvoir et de l'État m'obsède aujourd'hui en tant que chercheur en action. L'acte de commander ne se présente à moi que comme une éventualité passagère dans la vie.

Vous semblez avoir accepté cette mission. En réalité plus qu'un vice-président, vous êtes une sorte de copilote d'Evo Morales. Le vivez-vous de cette manière ?

Il y a eu complémentarité. De mon côté, il y a acceptation irréductible du leadership indigène, le leadership d'Evo Morales. Et Evo a ouvert la porte à ce rôle de copilote. Délibérément, il a cherché l'accompagnement de son vice-président métis. C'est cela qui a permis de démentir toutes les rumeurs de différents entre nous deux.